

se soient laissé aveugler par l'esprit de parti au point de faire avorter cette mesure, et même une deuxième fois en 1912-1913, alors qu'un million et demi avait été affecté à cet objet par les représentants du peuple canadien. Franchement, nous, habitants du Nouveau-Brunswick, nous avons grande hâte de bénéficier de ces subventions. Nous en sentions le besoin; d'autres le sentaient comme nous, et je suis chagrin que l'esprit de parti ait pu engager des hommes politiques à priver leurs commettants de ce qui était plus que toute autre chose de nature à leur venir en aide.

Au moment de conclure, monsieur l'Orateur, je me permettrai de faire allusion à un autre sujet dont le discours du trône ne dit rien. Je ne sais pas au juste pourquoi on n'y souffle mot d'aucun projet de contribution aux armements maritimes de la métropole. Mais j'imagine que le très hon. leader du Gouvernement (M. Borden) ayant déjà été témoin du spectacle humiliant d'un groupe d'hommes, responsables ou non, proclamant à l'univers entier qu'ils ne feraient rien pour engager le Canada à remplir son devoir, à se montrer à la hauteur de ses privilèges et de ses responsabilités en matière de contribution à la défense navale, a craint d'avoir le même spectacle encore une fois sous les yeux. Je ne ferai pas de récriminations, me bornant à dire ceci, monsieur l'Orateur, avant que la Chambre eût fermement pris pied, avant que ses finances fussent aussi bonnes qu'elles le sont aujourd'hui, nous pouvions nous en remettre aux contribuables de cette petite île baignée par la mer du soin de solder la note. Mais nous avons grandi entretemps; nous nous prenons tout à fait au sérieux; nous nous plaisons à dire que nous sommes une nation. Il est certain que notre pays, comme tout autre jouissant de la protection du drapeau britannique, sans distinction de race ou de religion, jouit de la liberté, notamment de la liberté politique. Or, bien que le Trésor déborde, et en dépit de toutes nos ressources naturelles, nous nous déclarons mal disposés à solder notre part des frais de la défense de cette nation dont nous nous déclarons parfois fiers de former partie. Le Gouvernement et son très hon. leader ont toute ma sympathie, considérant le motif qui les a engagés à passer sous silence dans le discours du trône le sujet de notre contribution aux armements maritimes.

Je vous suis reconnaissant, monsieur l'Orateur, ainsi qu'aux honorables députés de l'un et l'autre partis, pour avoir écouté avec tant de bienveillance les observations d'un peu décousues d'un collègue novice. Je ne

[M. McLeod.]

suis pas homme de parti au point de me figurer qu'il se trouve, dans l'un ou l'autre parti, un seul député qui ne mette pas au service de ce vaste pays et de ce grand empire tous ses talents et toute sa bonne volonté. Mon espoir est de ne le céder à aucun d'eux sous ce rapport.

M. J. O. LAVALLEE (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, j'aurais certainement décliné l'honneur que l'on me fait de seconder l'adresse en réponse au discours du trône, à raison de mon inexpérience, si en même temps je n'eusse compris que l'on voulait par là honorer cette classe de travailleurs et de colons, au milieu de laquelle je m'estime heureux de vivre.

D'autant mieux que cet honneur devient une faveur inappréciable, puisque l'on semble heureux de me permettre de m'exprimer dans la langue chère à mes compatriotes, langue que s'honore d'entendre et de parler le chef de ce Gouvernement aussi bien que de la majorité de ses collègues.

Mes honorables amis de la gauche, je n'en doute pas, lorsque l'occasion les ramènera devant les électeurs canadiens français de la province de Québec ou d'ailleurs, pourront remercier la Providence de ce que nous ayons à la tête de l'administration des affaires de ce pays un premier ministre entendant et aimant le parler français, quoique d'origine différente.

Et en le proclamant, il leur sera peut-être d'autant plus pardonné qu'ils auront le plus péché d'avoir laissé exploiter à leur profit ce préjugé déplorable qu'un premier ministre d'origine anglaise ne pouvait pas être aussi sympathique à la race canadienne française et lui être aussi dévoué.

Au nom de mes commettants et au mien, au nom de ces pionniers de la colonisation qui poursuivent l'œuvre commencée depuis trois siècles d'un Canada plus grand et plus uni, j'offre au très honorable premier ministre l'expression de ma plus cordiale gratitude, pour cet hommage discret.

Quelqu'un a dit que le vingtième siècle serait le siècle du Canada. J'ajouterai qu'il ne le sera qu'autant qu'on aura donné à l'agriculture et à la classe agricole la position qu'elle doit occuper dans la politique de ce pays. Ce sera le siècle du Canada qu'autant que l'on pourra dire que ce quart de siècle que nous traversons a été l'âge d'or de l'agriculture.

Le Gouvernement actuel se devait de réagir pour le Canada ce qu'un Sully, sous